



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 1, n° 2 | Septembre 2010

Paysage et développement durable

---

# Le Paysage comme ressource dans les projets de développement territorial

*Landscape as a Resource in Territorial Development Projects*

Véronique Peyrache-Gadeau et Loïc Perron

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8556>

DOI : 10.4000/developpementdurable.8556

ISSN : 1772-9971

### Éditeur

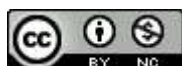
Association DD&T

### Référence électronique

Véronique Peyrache-Gadeau et Loïc Perron, « Le Paysage comme ressource dans les projets de développement territorial », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 1, n° 2 | Septembre 2010, mis en ligne le 23 septembre 2010, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8556> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.8556

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.



*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

# Le Paysage comme ressource dans les projets de développement territorial

*Landscape as a Resource in Territorial Development Projects*

Véronique Peyrache-Gadeau et Loïc Perron

---

- 1 La question paysagère fait l'objet d'un intérêt croissant notamment dans le cadre des problématiques de développement durable telles qu'elles s'énoncent aujourd'hui à l'échelle des territoires. Les attendus sociaux à l'égard du paysage mêlent étroitement quantité d'enjeux associés soit à la préservation du cadre de vie, incluant une forte composante environnementale, soit encore à la valorisation d'activités économiques à l'origine d'aménités dites « positives » (CAUQUELIN 2007, MICHELIN 2006, ORMAUX 2005). Ces enjeux peuvent être appréhendés, sous des formes discursives, dans le cadre d'enquêtes individuelles, ou encore à l'occasion d'assemblées (réunions publiques, forums) comme expressions collectives suscitées par les dispositifs récents de gouvernance participative, ou encore dans le cadre d'énoncés d'intentions projectives qui transparaissent dans les documents relatifs à des procédures territoriales (chartes de Parcs Naturels Régionaux, Chartes de Pays, Contrats de Développement Régionaux, projets européens Leader, etc.), ou enfin dans des projets locaux spécifiques comme les chartes paysagères.
- 2 La lecture (et l'écoute) des enjeux associés au paysage dans ces contextes fait surgir, par delà la diversité des attendus et intérêts qui se cristallisent sur cet objet, une relative diversité des problématiques territoriales. Pour tenter d'en rendre compte, de manière descriptive et analytique, nous nous appuyons sur deux études : l'une conduite dans le cadre d'une démarche de diagnostic territorial<sup>1</sup> dans le Beaufortain, territoire agricole généralement pris comme référence des paysages emblématiques des Alpes françaises ; l'autre, menée dans les Balcons de Belledonne (Alpes du nord) qui, à l'occasion d'une étude comparée<sup>2</sup>, a permis de travailler la prise en compte du paysage dans les projets de développement durable. Ces deux études, menées successivement, visaient à éclairer notamment la contribution de l'agriculture à la création paysagère. Elles ont été réalisées sur la base d'entretiens avec une cinquantaine d'acteurs visant à qualifier cette

contribution et à la relativiser au regard de la place attribuée à l'agriculture dans les projets de développement local. Les questions concernaient donc essentiellement le rôle des pratiques et des espaces agricoles dans l'élaboration du paysage, les représentations liées à ces pratiques et ces espaces et les conditions de leur maintien et de leur devenir en lien avec l'évolution générale de ces territoires.

- 3 Ces expériences fournissent la matière à une élaboration théorique centrée sur la ressource paysagère comme enjeu de territoire. Des travaux déjà nombreux ont contribué à faire valoir l'apport des analyses concernant le paysage-ressource (BERINGUIER, PARADIS, 2004). Certaines d'entre elles, qui proposent d'internaliser dans le calcul économique la valeur des aménités paysagères, ont permis la prise en compte de la contribution de certaines activités (l'agriculture notamment) à la qualité paysagère (celle-ci n'étant pas seulement d'ordre esthétique mais aussi fonctionnelle, relative à la gestion de l'espace par exemple) (FACCHINI, 1994). C'est une autre approche que nous proposons ici où la ressource-paysagère est entendue comme ressource territoriale, et s'inscrit dans le cadre d'une démarche d'acteurs autour d'un projet de développement local. C'est précisément cette relation entre paysage-ressource et projet de développement que l'on souhaite éclairer à partir des deux études alpines.
- 4 Notre propos se structurera en deux temps : il nous faut tout d'abord expliciter notre positionnement théorique du paysage entendu comme possible ressource territoriale révélée à partir d'un processus de spécification dans le cadre d'une démarche projective. Pour cela nous pouvons transposer l'approche en termes de ressources territoriales à celle de la ressource-paysagère. Ainsi, dans certains contextes, les paysages, en tant que ressources territoriales constituées en référents partagés, font l'objet de formulations très particulières qui associent des enjeux de conservation et de requalification. Dans une perspective dynamique, la ressource paysagère permet d'aborder à la fois la question de la patrimonialisation et celle des évolutions territoriales. Elle peut être un support pour interroger les liens entre ce qui est hérité et ce qui est nouveau, mais aussi, les pertes de cohérence, les déséquilibres. Elle ouvre ainsi un cadre pour le questionnement des acteurs sur le devenir de leur territoire et sur leurs marges de manœuvre en termes de projection (WALTER, 2006). Elle peut enfin être mobilisée explicitement comme contributive du projet de développement.
- 5 Le second temps, dans une perspective descriptive, consistera à présenter les deux contextes retenus : d'une part à partir du modèle paysager du Beaufortain et de ses évolutions en cours ; d'autre part à partir des modalités de prise en compte du paysage dans la démarche de projet Leader en Belledonne. Cette double étude de cas nous permettra d'éclairer la question de la nature multidimensionnelle des enjeux associés à la question de la ressource paysagère et son rôle dans la recherche d'une continuité identitaire du territoire. La ressource paysagère, comme objet construit et évolutif, révèle une aptitude relative des sociétés locales à se représenter ce qui est en train de changer, à travers un ensemble d'arbitrages, en l'employant comme média dans des processus de projection concertée. Des logiques de construction-déconstruction des représentations s'opèrent, elles sont l'occasion d'explicitier les enjeux associés à la conservation du paysage-ressource et son rôle dans la construction identitaire des territoires.

## 1. Approche théorique de la ressource paysagère comme possible ressource territoriale

- 6 Notre approche est différente de celle du paysage-aménité où celui-ci est envisagé comme un bien économique multi-attributs (au sens de la théorie du consommateur de Lancaster<sup>3)</sup> et doté d'une valeur économique utilitariste calculée à partir de la décomposition des caractéristiques hédonistes qui lui sont reconnues (esthétiques, culturelles, récréatives, etc.). Dans notre conception le paysage est un construit social multidimensionnel, relevant de processus associant des représentations collectives où s'entremêlent environnement, cadre de vie, et perceptions culturelles et patrimoniales (FORTIN M. J., 2007) qui définissent les valeurs du paysage en tant que ressource locale spécifique. Dans cette perspective, il est nécessaire de définir la ressource paysagère non pas en fonction d'une consommation potentielle mais selon les modalités extrêmement variées de sa production et de sa reproduction/conservation (FERRARI S., 2004). Nous ferons pour cela référence au cadre théorique de la ressource territoriale.

### 1.1. Les modalités de spécification de la ressource paysagère comme ressource territoriale

- 7 Rappelons au préalable que la construction théorique de la notion de ressource territoriale s'est fondée dans une période récente à partir d'une proposition qui privilégie la compréhension des relations qui s'établissent entre la ressource et le contexte dans lequel elle est produite, et qui s'écarte d'une conception traditionnelle de la ressource générique et donnée. Il s'agit donc de dépasser la problématique classique d'allocation des ressources pour explorer celle de la création de ressources spécifiques. Les ressources sont caractérisées comme étant spécifiques lorsque les acteurs parviennent à faire valoir leur ancrage spatial et par là leur caractère difficilement reproductible et transposable d'un territoire à l'autre (COLLETIS G. et PECQUEUR B., 1995, 2001). Selon cette approche, le territoire et les ressources se co-construisent en quelque sorte. C'est « *l'existence même d'un territoire « voulu » qui semble pouvoir déterminer la mise en valeur de ressources potentielles* » (LIMA S., 2004). Dans cette perspective, le paysage fait partie des potentialités endogènes susceptibles d'être révélées à travers un processus de spécification. Mais la particularité de la ressource paysagère tient dans le fait qu'elle permet - plus que d'autres de nature moins transversales - d'ouvrir sur une approche intégrée des spécificités territoriales, de leur cohérence, et de leurs liens avec les modalités de développement. En cela le paysage offre un support privilégié pour la construction territoriale.
- 8 Ce processus de construction suppose l'existence d'une représentation partagée de ce qui « fait paysage » ou d'une démarche projective raisonnée à partir de laquelle une société locale identifie des potentialités identitaires. C'est à travers ce processus de spécification, par lequel les acteurs énoncent des valeurs, des enjeux et des intentions en lien avec le paysage, que celui-ci devient objet d'une construction sociale (ou collective) et acquiert un statut de ressource territoriale. Celle-ci constitue une caractéristique d'un territoire défini comme "une construction sociale d'un groupe composite" dans une dynamique de développement (PECQUEUR B., 2004). A ce titre, le paysage-ressource peut devenir un levier

au sein de projets de développement territorial et participer à la production de valeur (ANGEON V., CARON A., 2004).

- 9 Pour caractériser ce processus de spécification-valorisation de la ressource paysagère nous nous intéressons au paysage appréhendé globalement à la fois comme un cadre de vie, et comme le produit de l'espace pluridimensionnel des activités sociales. Il ne s'agit donc pas d'un paysage donné à voir à l'extérieur, mais d'un paysage essentiellement vécu, objet d'appréciations, de convoitises, surtout objet de négociations, participant de modalités de construction de normes et de conventions sociales. Cette construction sociale parfois produit de véritables référentiels identitaires (CADIOU N, LUGINBÜHL Y., 1995). Ces « modèles paysagers » sont institués d'une certaine façon comme idéaux - types. Nous évoquerons ci-dessous le cas du paysage du Beaufortain généralement considéré comme emblématique d'un contexte agricole alpin. Ce modèle traduit parfaitement les représentations consensuelles des acteurs locaux figurant la mise en scène d'une agriculture omniprésente depuis la vallée jusqu'aux alpages. L'approche par les modèles paysagers peut ainsi accompagner les acteurs dans la description de leurs propres pratiques en rapport avec le paysage, ce que l'on peut appeler une « traduction paysagère » de leurs actions (GUISEPELLI E., 2001).
- 10 Dans ce cadre, le paysage est une ressource potentiellement identitaire, en quelque sorte une ressource « territorialisante », une ressource spécifique particulière, qui justifie la place qu'il occupe aujourd'hui comme instrument de réflexion territoriale.
- 11 Mais, cette ressource est aussi fragile, l'intégration des composantes spécifiques peut se défaire, des contradictions peuvent surgir du développement lui-même et le compromis social porté sur le paysage peut être remis en cause. Le paysage n'est pas toujours constitué en figure harmonieuse avec les activités qui se déploient dans l'espace. Généralement aussi, le modèle paysager n'est pas stable, et, lorsque les évolutions arrivent, trop nombreuses ou trop brutales, les représentations paysagères se reformulent, s'affrontent. L'analyse des représentations sociales du paysage permet alors d'identifier les intérêts portés à son endroit, et par là, de faire surgir les sources d'enjeux potentiels qui intéressent plus généralement le territoire dans son ensemble.

## 1.2 Éléments pour une approche des enjeux associés à la construction de la ressource-paysagère

- 12 Notre perspective est de considérer le paysage à travers les représentations d'acteurs, dans le cadre de projets de territoires, c'est-à-dire comme sujet-support d'intentions associées au développement local. Cette approche permet de mettre en exergue les conceptions différenciées des acteurs et d'offrir un cadre de réflexion pour la prise de conscience partagée des enjeux sous jacents à l'évolution paysagère. La ressource paysagère, telle qu'elle est susceptible d'émerger dans un cadre de concertation, peut être, pour les acteurs, opératoire pour penser leurs actions en matière de développement local, un moyen pertinent pour aider à l'expression d'un projet à partir de l'identification des vulnérabilités territoriales. La démarche est explorée ici et là : le paysage occupe une place croissante dans les projets intercommunaux, dans les démarches de diagnostic ou d'études d'impact des collectivités locales. Elle procède de processus de construction, déconstruction, reconstruction par lesquels émerge une certaine vision partagée du futur, et où la ressource paysagère joue parfois comme un identifiant culturel, ou encore comme le vecteur d'une transmission patrimoniale. Par ailleurs, des rapports complexes

lient l'évolution des paysages aux changements dans les pratiques sociales et dans les processus biophysiques dans l'environnement. Le paysage est le produit de l'histoire sociale et simultanément d'une évolution des écosystèmes (BLANDIN P. et LAMOTTE M., 1988). L'ensemble de ces processus fait que les perceptions paysagères ne sont jamais totalement stabilisées et que des reformulations sont nécessaires lorsque les évolutions paysagères ne sont plus compatibles avec les représentations des acteurs.

- 13 Dans les territoire alpins, fortement marqués par une histoire agro-sylvo-pastorale, le contenu culturel et biophysique associé au paysage est étroitement déterminé par le mode de gestion de l'espace lié aux activités agricoles et forestières. Dès lors que changent les pratiques, les conditions de vie ou encore les valeurs associées au travail agricole, alors le contenu paysager (objet environnemental et construit) change et la représentation du paysage change aussi. Il est non seulement le résultat physique de ces changements, il est aussi le support par lequel se formulent des enjeux associés aux évolutions, à ce qui est rendu vulnérable, et ce qui peut être pérennisé dans les relations entre une société et son environnement.
- 14 Ceci nous ramène à l'explicitation de notre posture de départ axée sur une approche du paysage comme construction sociale dans un cadre projectif. Le paysage est construit et évolutif car il résulte de l'ensemble des interactions entre des activités humaines et le milieu physique proche, en cela il est un *support* qui permet de saisir les formes d'interfaces entre société et nature, et leur dynamique d'évolution ; mais il est aussi *objet* de mise en valeur et d'intentionnalités. Le paysage, est non seulement un référent proposé à la réflexion mais aussi un média qui permet d'envisager en dynamique les relations entre processus socio-économiques et processus biophysiques ou écologiques. Cela implique le croisement de divers regards portés sur le paysage et sur ses évolutions au cours du temps. Cela implique aussi de mettre en rapport celles-ci avec les pratiques, et les systèmes techniques, fonciers, mais aussi avec les modes de vie et les valeurs liés aux usages de l'espace. Il est possible alors de saisir la manière dont, dans un territoire, les acteurs, les sociétés locales gèrent leurs espaces, et ce faisant, influent sur l'environnement. Le paysage devient, dans cette perspective, une manière d'appréhender comment les sociétés construisent et valorisent leurs ressources, et notamment leurs ressources naturelles. Il joue un rôle de « médiation » pour rendre compatibles enjeux sociaux et enjeux écologiques.
- 15 Au total, le paysage peut donc être considéré comme le résultat évolutif d'un ensemble de valeurs projetées sur un espace en lien avec un ensemble de pratiques, de modes de vie et d'usages. Dans sa matérialité, le paysage est l'« empreinte » du mode de développement local, et de ses contradictions potentielles. Il est susceptible d'être mobilisé aux moments où celles-ci s'exacerbent, où à l'occasion de l'élaboration de projets de développement, dans les phases de diagnostics, c'est-à-dire dans des processus d'identification d'enjeux, et lorsqu'il y a des possibilités de projection collective. Il est possible de questionner alors la place qu'occupe le paysage dans les projets territoriaux en le considérant comme l'objet prétexte d'une participation des acteurs à faire émerger des problématiques spécifiques locales, à permettre les controverses et leur résolution collective face à des choix d'aménagement et de développement.
- 16 Ainsi, dans le cadre de l'observation de projets de développement, le paysage est appréhendé en synchronie, selon les enjeux associés aux types de changements perçus, mais aussi en diachronie, selon les « moments » du processus de mise en œuvre du projet.

A partir notamment des exemples français du massif de Belledonne et du Beaufortain, trois phases successives peuvent être distinguées :

- 17 - Une phase de mobilisation initiale où les acteurs se réfèrent à une conception *identitaire* – ou du moins *fédératrice* – du paysage : le caractère intégrateur du paysage permet ainsi de rapprocher les représentations soit au sein d'un modèle paysager établi soit par une recherche de singularité, de différenciation territoriale, par exemple exprimée dans une spécificité montagne du paysage (par opposition à celle du paysage urbain par exemple). Dans cette phase, la construction d'un paysage comme objet commun participe d'une logique de reconnaissance collective d'une ressource territoriale spécifique. Dans les territoires étudiés, les référents identitaires mobilisés autour du paysage font alors souvent appel à des objets patrimoniaux spécifiques hérités d'une histoire commune. Le paysage dans le projet est notamment associé à des caractéristiques de ruralité, celle-ci étant posée comme valeur commune de développement.
- 18 - Cette fonction identitaire -ou fédératrice- du paysage peut être remise en cause par l'émergence de changements dans les activités et les usages du territoire. Les valeurs du paysage-patrimoine portées par le projet se trouvent alors en inadéquation avec la réalité du paysage « vécu » et de ses transformations. Le paysage, tel qu'il était pensé et mobilisé dans le projet, devient inopérant pour justifier et organiser l'action collective. Confrontés à de nouveaux enjeux de développement, les acteurs opèrent alors une « déconstruction » du paysage en nouveaux objets, unités paysagères, catégories d'espace, etc., révélateurs de ces changements d'usages et d'enjeux (les zones intermédiaires dans le Beaufortain, les parcelles aux abords des villages ou les pentes dans Belledonne).
- 19 - Cette déconstruction, ou « fragmentation » du paysage en objets appropriables pour un débat collectif, semble nécessaire pour introduire une phase de re-problématisation du développement local au sein du système d'acteurs, et re-questionner par là-même le référentiel collectif de valeurs et de principes d'action. Cette « fragmentation » en nouveaux objets-débats résulte parfois d'une construction des experts ou des animateurs de projet qui proposent des catégories d'espaces « a priori » désignés comme « espaces à enjeux ». Elle est parfois aussi imposée de facto par exemple lorsque des acteurs se trouvent confrontés à des changements d'usages sur des espaces particuliers. Cette phase de re-problématisation peut conduire à une conception renouvelée du développement plus à même d'intégrer les dynamiques de changement dans un projet collectif : résolution des nouveaux enjeux liés à l'évolution des activités et des usages, évolution des cadres d'action des politiques publiques, etc. Le projet matérialise un nouvel accord collectif sur un référentiel de valeurs, d'objectifs et de principes d'action (plus ou moins explicites). Il définit une intention renouvelée d'activation coordonnée de ressources spécifiques. Un débat peut alors s'ouvrir sur les cohérences entre les modes d'activation des ressources, sur les ressources spécifiques partagées et leurs vulnérabilités éventuelles. Nous faisons ainsi l'hypothèse que le paysage, en tant que « construit territorial » peut alors devenir à nouveau une composante constitutive et communicante du projet de développement, en référence à des valeurs, des ressources spécifiques et à une stratégie d'activation coordonnée.



## 2. Perspective descriptive des contextes d'élaboration de la ressource paysagère en lien avec des projets de territoires alpins

- 20 Deux niveaux d'observation empirique sont ici mobilisés. Tout d'abord, à partir du paysage-ressource qu'offre le Beaufortain, on s'interroge sur la façon dont ses évolutions récentes sont perçues par les populations locales et formulées en termes d'enjeux patrimoniaux. Le modèle paysager construit sur l'entretien des pentes et de larges espaces ouverts est pris comme référence identitaire alors même qu'il est fragilisé par l'évolution des pratiques agricoles et résidentielles. La question de la conservation de la ressource paysagère est au cœur des réflexions sur le devenir de ce territoire. Dans un second temps, à partir de l'observation de la place du paysage dans les projets territoriaux conduits dans les Balcons de Belledonne, on éclaire de manière complémentaire les enjeux associés à la ressource paysagère. Ici, contrairement au Beaufortain, la continuité identitaire n'est pas construite et le paysage fait l'objet de processus de redéfinitions face à l'ampleur des changements perçus dans ce territoire en voie de périurbanisation.

### 2.1. Enjeux autour de la conservation du paysage-ressource dans le Beaufortain

- 21 Des enquêtes conduites en 2006-2007 à l'occasion d'un diagnostic territorial auprès d'une quarantaine d'acteurs (élus, agriculteurs, professionnels du tourisme) ont permis de relire le modèle paysager du Beaufortain au regard des évolutions à l'œuvre dans ce territoire. En effet, ce paysage des Alpes du nord est généralement décrit à partir des éléments emblématiques de la spécificité des sociétés de montagne alpine : typicité de l'étagement de zones de prairies et de chalets d'alpage, lisibilité d'un milieu naturel diversifié et d'un patrimoine architectural préservé, le tout lié à l'existence d'une activité agricole dynamique structurée sur le système de production fromager. Dans ce contexte donc, l'agriculture a exercé un rôle pivot pour la construction de ressources territoriales non seulement sur le plan économique (produits de qualité : l'AOC Beaufort comme modèle de réussite) mais plus largement, par l'entretien de l'espace, comme condition essentielle à l'ouverture du paysage et à son apparent ordonnancement, et enfin, par le maintien d'un patrimoine rural important. Cet ensemble paysager a joué comme attracteur puissant d'un tourisme hivernal et estival. Plus encore, il a influé sur les choix architecturaux des stations (sur le mode de « stations villages »), pensées en cohérence avec le patrimoine bâti et paysager. Aujourd'hui, l'économie de ce territoire reste structurée sur ces deux piliers, que sont l'agriculture et le tourisme, perçus comme les fondements principaux d'une trajectoire continue de développement depuis la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Mais une série de changements en cours donnent à penser que des ruptures s'amorcent dans l'organisation du système local qui prévalait jusque là, ruptures qui sont révélées en partie par des transformations dans les paysages.
- 22 De manière traditionnelle le Beaufortain pouvait se caractériser globalement par un profil paysager fondé sur l'absence de friche, et donc, une délimitation claire des prairies et forêts, avec une forte emprise agricole sur les versants les plus pentus. Mais, ces



dernières années, le paysage s'est modifié du fait de changements dans les pratiques agricoles : la modernisation du matériel et l'agrandissement de la taille des exploitations, ainsi que la forte diminution du nombre d'agriculteurs, conduisent à l'abandon et à l'enfrichement des zones non mécanisables à forte pente<sup>4</sup>. Dans ce territoire, où domine une tradition d'élevage bovin, l'entretien des lisières (qui reposait sur le travail manuel de l'exploitant) progressivement est délaissé et on constate ici et là la fermeture insidieuse des zones intermédiaires entre alpages et prairies de basse altitude. Or, la conservation des zones intermédiaires de pâturages est primordiale pour garder la typicité du paysage, marquée par la présence de larges espaces de prairies bien délimités.

- 23 Le paysage, tel qu'il a été façonné par les générations antérieures, évolue au point que les acteurs locaux émettent de nombreux questionnements sur les dynamiques en cours et futures. Quelle sera la capacité des populations locales à entretenir leurs paysages ? Quels seront les moyens mis en œuvre pour maintenir l'ouverture des zones intermédiaires (les zones à forte pente, les clairières de petite taille, les lisières qui ne sont pas mécanisables) ? Comment conserver les petites exploitations sans lesquelles le maintien des paysages est compromis ? Le paysage semble jouer comme révélateur de ce qui fait problème dans ce territoire, comme matrice ou catalyseur des équilibres et des déséquilibres qu'il est possible d'identifier localement. Dans le Beaufortain, le patrimoine paysager est objet d'enjeux de conservation clairement énoncés : la maîtrise de la gestion des paysages est perçue comme une composante essentielle de la préservation d'un cadre de vie spécifique. Le paysage est présenté, par les acteurs locaux, comme le reflet de leurs particularités et d'une identité qu'ils ne veulent pas perdre. D'autres indices d'une fragilité de cette identité sont soulignés : par exemple, la plantation de haies par les résidents secondaires ou par les nouveaux arrivants pour clore leur parcelle est contraire au mode d'exploitation en *open-field* de la région. Elle est perçue comme un non-respect des pratiques locales. L'avancée des friches sur les zones intermédiaires est vécue – en particulier par certains élus et habitants locaux – comme le symptôme d'un renoncement à l'entretien des bordures et donc à certaines pratiques et valeurs associées à cet entretien. La multiplication des résidences secondaires est présentée parfois même comme un facteur aggravant de cette tendance à l'enfrichement des parcelles proches. Les fonds de vallée et les alpages, soumis à une forte pression d'exploitation, se transforment aussi notamment dans leur composante écologique (diversité biologique) avec notamment des changements de pratiques de conduite de troupeaux.

24 Pour autant si les attentes sociales localement sont clairement en faveur de la conservation des paysages ouverts, les modalités pour y parvenir sont moins consensuelles. Pour les uns il ne s'agit pas de penser un paysage « jardiné » à partir de prairies parfaitement fauchées, mais de garder, selon leurs propos, des paysages « naturellement » entretenus. Sans doute faut-il entendre par là des paysages en conformité avec des pratiques ancestrales d'entretien, par opposition à un entretien mécanique, pratique émergente ailleurs sur certaines communes touristiques de Savoie. Le lien entre agriculture et paysage est clair dans le discours en particulier de certains élus qui souhaiteraient mettre en place des aides qui permettraient de soutenir explicitement les agriculteurs dans leur contribution à l'entretien des espaces ouverts. De leur côté les agriculteurs conçoivent leur activité d'abord comme une source de production et très secondairement comme une activité "paysagère". Mais la plupart sont conscients de produire une externalité paysagère pour laquelle ils seraient prêts à

investir davantage de leur temps pour valoriser celle-ci en échange d'une rémunération par la collectivité.

- 25 Concernant les opérateurs touristiques (office de tourisme, hébergeurs, gestionnaires de station), ils semblent percevoir les paysages du Beaufortain davantage comme une rente de situation susceptible d'être entretenue en l'état. La rente pourtant est fragile, les acteurs en ont conscience dans une phase où la concurrence entre destinations touristiques s'amplifie et où la qualité des paysages est souvent sollicitée comme critère de spécification. Tous réclament la conservation du paysage et mettent en avant son rôle dans l'image promotionnelle du territoire, avec des arguments en faveur du maintien du patrimoine bâti agricole, des espaces de prairies, et du fort pouvoir attractif en général d'un paysage agricole « vivant »... et donc son intérêt pour la collectivité.
- 26 Mais cet argument de conservation est aussi mobilisé pour faire valoir un intérêt plus particulier... ainsi, tel résident secondaire qui s'oppose à une opération urbanistique de logements collectifs sur la commune sous prétexte de préserver son cadre paysager et environnemental. Les intérêts, et les représentations, des uns ne sont pas nécessairement compatibles avec ceux de la collectivité. Et la notion d'intérêt collectif n'est pas toujours clairement identifiée en matière de protection paysagère. Mais d'une manière générale les acteurs s'accordent sur l'idée selon laquelle la préservation des paysages et d'un cadre de vie agréable est du ressort de la collectivité. Les élus sont réellement conscients de leur rôle dans cette préservation mais les coûts notamment pour aider les agriculteurs dans cette perspective sont élevés. L'enjeu va bien au-delà des opérations de financement ponctuel de défrichement, il renvoie à la capacité des acteurs localement à élaborer une véritable démarche projective dans ce territoire à partir de représentations fortement déterminées aujourd'hui par des valeurs patrimoniales. L'analyse d'une autre situation alpine, celle des Balcons de Belledonne, peut permettre d'éclairer précisément ce que peuvent être les modalités et le contenu d'une telle démarche projective où s'entremêlent la volonté de conservation et la prise en compte des évolutions paysagères. Par là il est possible alors de saisir en quoi le paysage peut être un objet qui permet de questionner les représentations relatives au devenir du territoire et d'interroger ce qui peut être élément de sauvegarde d'une continuité identitaire.

## 2.2. Le paysage-ressource comme modalité pour pallier l'absence de continuité identitaire en Belledonne

- 27 La question de la place du paysage dans les démarches de projet de territoire a été abordée à partir d'une étude conduite au sein du Gis Alpes Jura en 2008-09 dans les Balcons de Belledonne. Notre observation a concerné les projets portés par l'association Espace Belledonne dans le cadre d'un programme Leader + (2001-2006); d'un Plan d'action « qualité architecturale et paysagère » (2004-2007), et de la préparation d'une nouvelle candidature Leader (2008-2013). L'analyse de la prise en compte du paysage dans ces projets s'est appuyée sur une étude documentaire à partir des dossiers de candidatures, des rapports d'activités et des comptes-rendus des réunions préparatoires et de suivi de ces projets. Par ailleurs, la démarche d'observation a été complétée d'une quinzaine d'entretiens avec des élus, agriculteurs et techniciens du territoire.
- 28 L'Espace Belledonne est une association de 19 communes formant un balcon Nord/Sud dominant la vallée du Grésivaudan, entre les agglomérations de Grenoble et de Chambéry. L'occupation de l'espace est caractérisée par une succession de villages dans un contexte

encore fortement rural mais où s'exerce une double influence périurbaine : l'appartenance au Pays Grésivaudan (dynamiques économiques de la vallée de l'Isère), et l'influence de l'agglomération grenobloise (dynamiques résidentielles). Il est donc soumis à de fortes pressions de croissance qui se traduisent par l'arrivée de nouvelles populations, et avec elles de nouvelles activités, de nouveaux modes de vie et de loisirs, qui provoquent de nombreux changements dans l'économie locale. Pour faire face à ces changements, les communes des Balcons de Belledonne se sont engagées ces dernières années dans des démarches projectives. Leur succession exprime, de la part des acteurs de ce territoire, la volonté d'impulser par étapes une réflexion et des actions en vue de gérer collectivement les impacts de ces changements. L'analyse de la façon dont les transformations du paysage sont prises en compte dans ces démarches tient lieu de révélateur des enjeux formulés autour des changements d'usages de l'espace et de la formalisation d'une représentation commune du développement.

- 29 A travers l'étude des différents projets il est possible de retracer par phases successives ce qui a été pris en compte dans les réflexions sur le développement de ce territoire. En effet, le paysage et ses transformations sont explicitement mobilisés comme enjeux dans l'élaboration des projets, mais selon des modalités qui varient au cours du temps. Ainsi, dans la première démarche Leader+ (2001-2006), le paysage est présenté comme une composante clé du territoire au même titre que la forêt, l'eau, la culture locale qui sont désignés comme les ressources "naturelles et culturelles" sur lesquelles doivent porter les actions de valorisation. Le paysage est envisagé comme un « élément identitaire à préserver », en référence essentiellement à l'espace agro-forestier-pastoral. La volonté de désigner par là un espace commun porteur d'une symbolique "alpine" ou "montagne" permet implicitement de conforter la dimension rurale de ce territoire. Celle-ci précisément tente de se construire à travers une volonté de différenciation à l'espace urbain de la vallée et à ses influences sur le territoire. L'opposition entre les valeurs rurales montagnardes et les valeurs urbaines de la vallée est pensée comme fédératrice par les porteurs du projet Leader. La démarche se focalise sur le renforcement des liens transversaux entre les communes du balcon à travers des actions thématiques (agriculture, forêt, tourisme), et relègue au second plan les influences urbaines dont les impacts pourtant se font déjà sentir. Le paysage occupe une place centrale dans la conception du projet, en tant que bien commun et patrimoine hérité. Il est supposé matérialiser en quelque sorte « l'équilibre » d'un développement rural montagnard (espaces agricoles, forêt, hameaux, etc.).
- 30 Mais la prégnance des transformations paysagères, sous l'effet de la périurbanisation croissante, impose dans un second temps l'explicitation d'une « mutation » paysagère. Entre communes encore rurales (voire en déprise) et communes devenant résidentielles, la perspective d'une identité partagée reposant sur une même représentation paysagère est abandonnée au profit d'un autre enjeu, celui de la maîtrise des transformations liées à la pression urbaine. Une phase nouvelle s'ouvre donc avec les réflexions engagées sur un "Plan d'action architecturale et paysagère". La démarche traduit très explicitement un glissement d'approche vers des objectifs pragmatiques d'aménagement et d'urbanisation à travers lesquels se discutent les modes d'attribution des espaces et notamment de ceux susceptibles d'être réservés pour l'agriculture. Ceci s'exprime par des controverses locales entre communes rurales et communes à fonction résidentielle, entre agriculteurs et collectivités, etc. L'approche du paysage comme support identitaire commun est mise en retrait dans le débat collectif, au profit d'une conception paysagère qui se technicise et

conduit à une représentation plus fragmentée de l'espace en nouveaux objets (plat, pente, abords de villages, parcelle, bâti nouveau, etc.). Cette représentation, met en exergue les nouveaux enjeux de gestion de l'espace entre agriculture, forêt et urbanisation en particulier. On est plus proche ici d'une notion de « paysage fonctionnel », où des types d'espaces sont objets de débats sur des fonctions d'usage non stabilisées entre différentes catégories d'acteurs.

- 31 Enfin, c'est dans ce contexte de redéfinition des fonctions d'usage de l'espace, et d'influence des nouvelles dynamiques urbaines que l'Espace Belledonne a lancé la préparation d'une nouvelle candidature Leader. Le troisième temps est donc celui où se recomposent, après une phase de « mise en action », les bases d'une nouvelle démarche projective. Celle-ci va être l'occasion de remobiliser l'approche paysagère comme une composante du diagnostic et de la problématisation des enjeux du territoire. Cette nouvelle approche s'accompagne du souci d'une remobilisation des acteurs locaux – en particulier des élus communaux, et des acteurs économiques privés – sur les modalités du développement territorial. Le contexte a en fait profondément changé : si l'approche du développement semblait assez consensuelle lors de la mise en place de Leader +, elle s'avère beaucoup plus contradictoire dans cette nouvelle phase sous l'effet des transformations périurbaines. La concertation est alors plus longue et plus complexe car elle doit nécessairement autoriser – et favoriser – des phases de controverses pour aboutir sur des compromis solides. En l'état actuel, le paysage est associé, plus ou moins explicitement, à des enjeux de développement territorial notamment parce qu'il matérialise en quelque sorte les changements de manière lisible dans l'espace. Ces changements (qu'il s'agisse de tendances lourdes ou de phénomènes émergents), sont perçus comme pouvant amener des perturbations dans l'organisation actuelle de l'espace et plus largement dans les systèmes socio-économiques et environnementaux.
- 32 Ainsi, dans Belledonne, les changements qui influencent le paysage sont interprétés en termes de dynamiques urbaines, et de « mutations » d'usages de l'espace liées au développement résidentiel. Cette fois le paysage est approché par une représentation spatiale envisagée comme la superposition de trois entités en « étages », distinguées comme porteuses d'enjeux spécifiques (recherche d'un équilibre entre pratiques pastorales, fréquentation touristique et préservation des ressources naturelles sur les espaces d'altitude, gestion concertée de la ressource à l'étage forestier pour une valorisation des fonctions économiques et d'accueil touristique de la forêt, cohabitation habitat / agriculture à l'étage des balcons). Le nouveau projet repose in fine sur une représentation remaniée du paysage où la répartition des activités et des usages à partir de la verticalité de l'étagement est envisagée comme une modalité de recherche de nouveaux équilibres entre les fonctions du territoire

## Conclusion

- 33 Le parti pris adopté ici a été celui du paysage comme une ressource socialement construite et donc raisonnée collectivement et par là susceptible de servir de point d'appui à des projets de développement territorial. Nous avons pris comme cadre de référence conceptuel celui du processus de construction de la ressource territoriale susceptible d'être spécifiée en fonction du contexte (GUMUCHIAN ET PECQUEUR, 2007). Dans les territoires alpins observés la spécification paysagère prend forme à partir d'enjeux qui relèvent de logiques identitaires, culturelles mais qui sont aussi associés à des

changements perçus comme susceptibles d'affecter les équilibres préexistants. Le processus de construction de la ressource paysagère est donc saisi en dynamique, au moment où s'énoncent des visions partagées des vulnérabilités territoriales et des propositions d'actions correctives ou anticipatrices. La ressource paysagère est en ce sens un moyen pour envisager collectivement et simultanément les enjeux territoriaux et les réponses à ces enjeux.

- 34 Cette approche est une voie par laquelle des solutions innovantes peuvent être conçues au regard des contraintes ou des changements identifiés et associés au paysage (par exemple la réflexion sur l'insertion paysagère du bâti nouveau visant à repenser les modes de construction dans la pente en Belledonne). Plus généralement, cette approche sollicite une conception intégrée du paysage favorable à la prise en compte à la fois des changements liés aux évolutions socio-économiques et des changements environnementaux. Par là, c'est une approche plus globale du paysage-projet qui peut s'élaborer, à laquelle le paysage-ressource participe, mais aussi par laquelle se formulent les modalités spécifiques d'identification et de dépassement des vulnérabilités territoriales. Les deux territoires étudiés illustrent à cet égard des situations relativement contrastées de la capacité des acteurs à formuler un programme d'actions susceptibles d'anticiper ou de corriger, à partir du diagnostic paysager, les changements en cours que celui-ci révèle ; l'analyse gagnerait à s'enrichir d'autres expériences révélant notamment les difficultés d'une adaptation plus volontaire encore des démarches projectives en appui sur les évolutions paysagères.
- 35 Le paysage joue comme révélateur de ce qui fait problème dans un territoire, comme matrice ou catalyseur des équilibres et des déséquilibres qu'il est possible d'identifier localement. En cela la question de la dynamique paysagère devient un élément, qui peut être central comme point de départ en vue d'une prospective territoriale articulant étroitement les dimensions matérielles et sensibles, et des enjeux socio-économiques et environnementaux.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- ANGEON V., CARON A., 2004 : "Valorisation de ressources et attractivité des territoires. L'environnement, facteur de spécification de ressources et d'attractivité territoriale", *Montagnes méditerranéennes* n°20, 2004, p.55-68.
- BERINGUIER PH ET PARADIS S., 2004 : "L'évaluation paysagère, levier de l'action territoriale", in PUECH D. ET RIVIERE HONEGGER A.,éds., *L'évaluation du paysage : une utopie nécessaire ? La recherche d'indicateurs /marqueurs pluridisciplinaires*, CNRS, Mutation des territoires en Europe, Université Paul Valéry Montpellier 3, p. 345-354.
- BLANDIN P. ET LAMOTTE M., 1988 : "Recherche d'une entité écologique correspondant à l'étude des paysages: la notion d'écocomplexe", *Bulletin d'Ecologie* 19(4), 1988, p. 547-555.

- CADIOU N, LUGINBÜHL Y., 1995 : "Représentation des paysages et modèles paysagers en Normandie Maine", in *Paysages au Pluriel. Pour une approche ethnologique des paysages*, Coll. Ethnologie de la France, cahier n°9, Edition de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, p. 19-34.
- CAUQUELIN A., 2007 : *L'invention du paysage*, 3<sup>e</sup> édition, PUF, 181 p.
- CHALIER S., 1995, "La demande sociale en matière de paysage", *Revue de Géographie Alpine* n°15, 1995, p 75-83.
- COLLETIS G, PECQUEUR B., 1995 : "Politiques technologiques locales et création de ressources spécifiques", in RALLET A. et TORRE A., *Economie Industrielle et économie spatiale*, Paris, Economica, p. 445-464.
- COLLETIS G, PECQUEUR B., 2001: "Territories, Development and Specific Resources : What analytical Framework ?" in *Regional Studies*, vol. 35.5, 2001, p. 449-459.
- DACHARY-BERNARD J., 2004 : "Au-delà de l'utopie : la contribution de l'économie à l'évaluation du paysage par une approche multi-attributs", in PUECH D. ET RIVIERE HONEGGER A., éd., *L'évaluation du paysage : une utopie nécessaire ? La recherche d'indicateurs /marqueurs pluridisciplinaires*, CNRS, Mutation des territoires en Europe, Université Paul Valéry Montpellier 3, p. 355-364.
- FACCHINI F., 1994 : "L'évaluation du paysage : revue critique de la littérature", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°3, 1994, p. 375-402.
- FERRARI S., 2004 : "Agriculture et production de paysage", in PUECH D. ET RIVIERE HONEGGER A., éd., *L'évaluation du paysage : une utopie nécessaire ? La recherche d'indicateurs /marqueurs pluridisciplinaires*, CNRS, Mutation des territoires en Europe, Université Paul Valéry Montpellier 3, p. 165-174.
- FORTIN M.J., 2007 : *Paysage industriel : lieu de médiation sociale et enjeu de développement durable et de justice environnementale. Les cas des complexes d'Alcan (Alma Québec) et de Péchiney (Dunkerque, France)*, Doctorat, Géographie Humaine, Université de Paris 1 - Panthéon- Sorbonne, Lille Atelier National de Reproduction des Thèses, 491 p.
- GUMUCHIAN H. ET PECQUEUR B., 2007 : *La ressource territoriale*, Editions Economica, 252 p
- GUISEPPELLI E., 2001 : *Le Paysage comme objet et outil de négociation des actions de développement dans les Alpes du nord*, Thèse de doctorat en géographie humaine, Université de Paris 1 – UMR LADYSS/ CNRS, 484 p.
- LIMA S., 2004 : "Le développement est « dehors » : quand les ressources territoriales se trouvent dans les liens entre les lieux", *Montagnes Méditerranéennes* n°20, 2004, pp.195-200.
- LUGINBÜHL Y, 1989 : "Nature, paysage, environnement, obscurs objets du désir de totalité", in M.C. ROBIC , éd, *Du Milieu à l'environnement*, Economica, Paris, p. 12-56.
- MICHELIN Y, 2005 : "Le paysage dans un projet de territoire : quelques pistes pour une démarche de médiation paysagère", in DROZ Y ET MIEVILLE-OTT V, *La polyphonie du paysage*, Presses Polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, p. 143-177.
- ORMAUX S, 2005 : "Le paysage entre l'idéal et le matériel", in DROZ Y ET MIEVILLE-OTT V, *La polyphonie du paysage*, Presses Polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, p.71-99.
- PECQUEUR B., 2004 : "Territoire et gouvernance : quel outil pertinent pour le développement ?", in FERGUENE A. (ed.), *Gouvernance locale et développement territorial, le cas des pays du sud*, L'Harmattan, Paris, p. 27-48.

PEYRACHE-GADEAU V., 2009 : "Evolutions paysagères - dynamiques territoriales et identités des territoires de montagne : exemple du Beaufortain", in BERGER, A., CHEVALIER, P., CORTES, G. ET DEDEIRE, M. (Eds.), *Héritages et trajectoires rurales en Europe*, L'harmattan, collection logique sociales p. 161-186.

WALTER F., 2006 : "Le Paysage incertain. Réflexions sur les temporalités paysagères dans le contexte helvétique", *Revue de Géographie Alpine*, Tome 94 n°3, 2006, p 5-24.

## NOTES

1. A partir de l'accompagnement du travail réalisé par les étudiants de licence professionnelle "Valorisation des produits et territoires de montagne" en novembre-janvier 2006-2007 à l'Université de Savoie, et du travail de stage de Christelle Béranger en juin-septembre 2006 dans le cadre du programme « Activités économiques et ancrage territorial : l'exemple des stations de montagne » Programme Prioritaire financé par la région Rhône-Alpes (PEYRACHE-GADEAU 2009).
2. Etude qui a concerné trois régions alpines (le Pays d'Enhaut-Gruyère en Suisse, le Valsugana dans le Trento Italien, et le massif de Belledonne en France au cours d'un programme de recherche, « Place et fonction du paysage au sein des processus de gouvernance dans les zones rurales et périurbaines de l'arc alpin (France, Suisse, Italie). », Ce programme de recherche a bénéficié du soutien financier du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable en France, dans le cadre de l'appel à projet « Paysage et Développement Durable ». il est coordonné par le Gis Alpes-Jura et associe depuis 2008 trois équipes de recherche : Edytem à l'Université de Savoie en France, Istituto Agrario Di San Michele all'Adige – Centro Sperimentale en Italie, et Agridea en Suisse.
3. Selon cette théorie, « la satisfaction procurée à un individu par la consommation d'un bien ne vient pas de la consommation du bien en tant que tel mais des différents éléments constitutifs de ce bien (...) La méthode consiste dans un premier temps à décomposer le bien à évaluer en attributs principaux, et à déterminer pour chacun d'eux les niveaux (états) qu'ils sont susceptibles de prendre » (DACHARY-BERNARD J., 2004, p. 357).
4. Même si dans le Beaufortain cette restructuration se révèle plus lente qu'ailleurs dans les Alpes.

---

## RÉSUMÉS

Cet article propose une approche du paysage comme ressource territoriale. A partir de l'observation des contextes alpins français du Beaufortain et de Belledonne on analyse les représentations sociales associées au paysage dans une période où les changements sont prégnants et où se définissent de nouvelles modalités de développement. La conception de la ressource paysagère est présentée successivement de manière théorique et descriptive ; elle met en évidence les enjeux socio-économiques propres à chacun de ces contextes dans le cadre d'une réflexion identitaire et projective.



This article analyzes the landscape as a territorial resource. From the observation of two case studies in the French Alps: Beaufortain and Belledonne, we describe the social representations related to the landscape in a period where changes and new modalities of development are important. The notion of landscape resource is presented successively on a theoretical and descriptive point of view. It highlights the socio-economic situation of each of these contexts associated with a reflection on the identity and the future of these local societies

## INDEX

**Keywords :** landscape, territorial resource, territorial development, territorial economy, territorial vulnerabilities

**Mots-clés :** paysage, ressource territoriale, développement territorial, économie territoriale, vulnérabilités territoriales

## AUTEURS

### VÉRONIQUE PEYRACHE-GADEAU

Véronique Peyrache-Gadeau est économiste, Maître de Conférences à l'Université de Savoie où elle effectue ses recherches au sein du Laboratoire EDYTEM (Environnement et DYNAMiques des Territoires de Montagne - CNRS UMR5204) ; elle est spécialisée dans les problématiques de recherche en analyse territoriale et interroge l'ensemble des dynamiques qui concourent à spécifier les logiques de développement et notamment l'évolution des ressources EDYTEM Université de Savoie, Campus scientifique, 73376 Le Bourget du Lac Cedex, veronique.peyrache-gadeau@univ-savoie.fr

### LOÏC PERRON

Loïc Perron est ingénieur-recherche développement au Groupement d'Intérêt Scientifique Alpes Jura, il est spécialisé dans l'analyse des dynamiques des territoires alpins, en particulier au travers de l'observation des processus collectifs d'élaboration de projets de territoire. Contact : SUACI-GIS Alpes Jura – 40 rue du Terraillet 73190 st Baldoph. lperron@suacigis.com